



COMMUNIQUE – 29 OCTOBRE 2008

(discours du Président de la République à RETHEL)

La récession aujourd'hui avouée à la suite de l'effondrement des marchés financiers pour cause de pratiques liberticides connues mais trop longtemps dissimulées, a entraîné le Président de la République à intervenir à RETHEL sur un certain nombre de mesures pour l'emploi en France.

Alors que les salariés sont d'ores et déjà confrontés à la fin des missions d'intérim, au non renouvellement des CDD, aux premiers plans de licenciement et de chômage techniques dus à la crise, que les familles supportent de forts endettements et des pertes significatives de pouvoir d'achat, les mesures sur l'emploi aujourd'hui décidées ne sont que la poursuite du plan de « réforme » mis en œuvre en 2007.

À ce titre, la fusion ANPE ASSEDIC présentée comme la solution n'est en fait qu'une illusion surtout faite de production de difficultés.

L'indemnisation des chômeurs par une filière unique, sans consultation des partenaires sociaux ignore la multiplicité des situations.

Aucune mesure financière pour lutter contre les plans sociaux n'est concrétisée.

Le contrat de transition professionnelle ne pourra à lui seul endiguer les pertes d'emplois et de surcroît le recours aux CDD dans les PME est une façon de relancer le CNE et le CPE rejeté par les salariés les plus jeunes.

Provocation inutile et improductive, l'appel à la facilitation du travail le dimanche est une exhortation à l'encontre des syndicats afin de leur faire porter d'avance la responsabilité de l'issue de cette situation, alors que les salariés ne sont en rien responsables de la crise.

Force Ouvrière ne saurait accepter que les salariés soient les perdants et les victimes.

PAUL GIACOMONI
Secrétaire Général